

Bulletin du FMI

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

De nouvelles perspectives s'ouvrent, malgré les troubles, pour les pays du Moyen-Orient

Bulletin du FMI en ligne
27 avril 2011



Pyramide en Égypte, l'un de plusieurs pays dont les habitants réclament une meilleure répartition des fruits de la croissance économique (photo : Kenneth Garrett/Newscom)

- Une occasion pour le Moyen-Orient de jeter les bases d'un modèle de croissance socialement solidaire
- La difficulté est de préserver à la fois la cohésion sociale et la stabilité économique
- La communauté internationale a un rôle de soutien essentiel à jouer

Les récents mouvements de contestation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord offrent l'occasion de jeter les bases d'un modèle de croissance socialement solidaire, mais, dans l'immédiat, les pays importateurs de pétrole doivent affronter de multiples tensions engendrées par la hausse des cours des matières premières et les bouleversements de l'activité économique. Telle est la conclusion générale de la dernière édition du rapport du FMI sur les perspectives économiques régionales consacré au Moyen-Orient et à l'Asie centrale, rendu public le 27 avril.

D'après les projections de ce rapport, la croissance globale de la région sera de 3,9 % en 2011, c'est-à-dire autant qu'en 2010. Ce chiffre moyen masque cependant des écarts. La croissance devrait ainsi s'établir à 4,9 % dans les pays exportateurs de pétrole — Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Oman, Qatar, Soudan et Yémen (les projections ne prennent pas en compte la Libye) —, sous l'effet surtout de l'augmentation des cours et de la production de pétrole; en revanche, dans les pays importateurs de pétrole — Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Syrie et Tunisie —, elle ne devrait atteindre que 2,3 % (voir tableau).

Une nouvelle donne

La flambée des cours mondiaux des matières premières et les troubles sociaux généralisés dans la région ont modifié la donne pour 2011. La hausse des cours du pétrole ont renforcé encore les positions extérieures et budgétaires des pays exportateurs, tandis que les pays importateurs de pétrole ont vu leur facture d'importation s'alourdir et les tensions internes s'accroître sous l'effet de la montée des prix de l'énergie et de l'alimentation.

À court terme, les troubles ont provoqué des bouleversements de l'activité économique dans plusieurs pays. Plus généralement, les événements ont entamé la confiance des investisseurs et nuï au tourisme ainsi qu'à l'investissement direct étranger dans tout le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Des tendances divergentes

Cette année, la croissance devrait s'accroître dans les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient et ralentir dans les pays importateurs de pétrole de la région.

(croissance du PIB réel, variation en pourcentage)

	Glissement annuel		
	2009	2010	Proj. 2011
MOANAP ¹	2,1	3,9	3,9
MOAN ¹	1,8	3,8	4,1
Exportateurs de pétrole ²	0,7	3,5	4,9
Dont : secteur pétrolier	-6,1	3,5	7,2
Dont : Conseil de coopération du Golfe	0,2	5,0	7,8
Dont : secteur pétrolier	-5,4	5,5	12,1
Importateurs de pétrole ³	4,7	4,7	2,3

Sources : autorités nationales; et projections et estimations des services du FMI.

¹Les données de 2011 excluent la Libye.

²Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar, Soudan et Yémen.

³Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Syrie et Tunisie.

«La difficulté immédiate pour les pays importateurs de pétrole du Moyen-Orient est de préserver la cohésion sociale et la stabilité macroéconomique face à des tensions multiples», a déclaré Masood Ahmed, Directeur du Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, lors d'une conférence de presse à Dubaï.

Pour atténuer les effets de la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation, et pour contenir l'agitation sociale, les gouvernements de la région ont multiplié les subventions, relevé les salaires et les retraites, institué des transferts en espèces additionnels, accru les autres dépenses publiques et réduit les impôts.

Selon M. Ahmed, le coût de ces mesures varie énormément d'un pays à l'autre, mais, dans bien des cas, il est très élevé. «À court terme, des dépenses additionnelles sont

compréhensibles et nécessaires pour assurer la cohésion sociale, mais elles accentueront les tensions sur les finances publiques», a-t-il ajouté. Le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a déclaré récemment que son institution pourrait apporter jusqu'à 35 milliards de dollars pour aider les pays importateurs de pétrole du Moyen-Orient à couvrir leurs besoins de financement.

Une aubaine pour les pays exportateurs de pétrole

Grâce à l'augmentation des cours et de la production de pétrole, le solde global des transactions courantes des pays exportateurs de pétrole (Libye non comprise) devrait plus que doubler pour se chiffrer à 380 milliards de dollars en 2011 (voir graphique 1). Malgré l'augmentation des dépenses, leurs positions budgétaires vont s'améliorer, car le surcroît de dépenses publiques sera plus que compensé par la progression des recettes pétrolières.

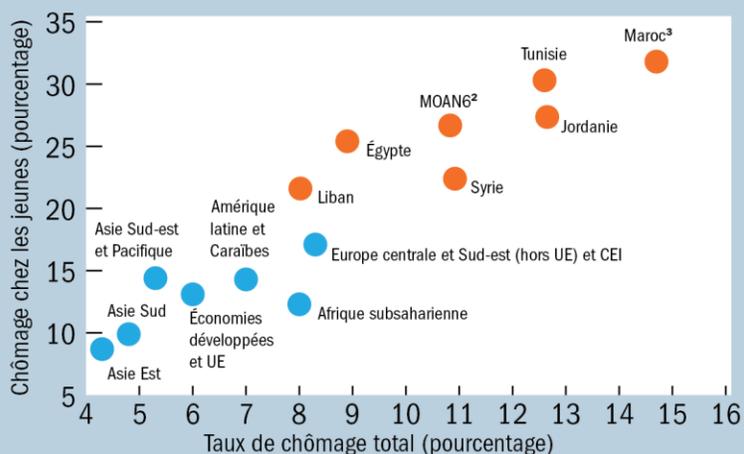
Globalement, le PIB réel de ces pays (Libye non comprise) devrait, d'après les projections, progresser de 4,9 % en 2011. Si la croissance du PIB hors pétrole devrait rester stable à 3,5 % pour l'ensemble de ce groupe de pays, la hausse des dépenses dans les pays du CCG fera monter la croissance du PIB hors pétrole à 5,3 % en 2011, contre 4,2 % en 2010.

Graphique 2

Crise de l'emploi

Le chômage chez les jeunes est un problème chronique dans beaucoup de pays du Moyen-Orient.

(2008¹)



Sources : Organisation internationale du travail; autorités nationales; FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*; et estimations des services du FMI.

¹Ou dernière année pour laquelle des données existent.

²MOAN6 = Égypte, Jordanie, Liban, Syrie, Maroc et Tunisie.

³Le taux de chômage total du Maroc s'appuie sur des données de l'Enquête nationale sur la population active urbaine.

En dépit de ces perspectives globalement positives, les pays exportateurs de pétrole de la région continuent de se heurter à des redoutables problèmes structurels, tels que la nécessité de diversifier davantage leurs économies, de créer des emplois pour leur population, de poursuivre le développement du secteur financier pour soutenir la croissance économique et d'améliorer la gestion des ressources publiques.

Des difficultés en perspective pour les pays importateurs de pétrole

Les pays importateurs de pétrole vont traverser une année difficile sur le plan économique, car ils devront

gérer des tensions politiques, sociales et économiques. La détérioration des termes de l'échange provoquée par le renchérissement des produits alimentaires et énergétiques devrait alourdir leur facture d'importation de quelque 15 milliards de dollars, soit en moyenne près de 3 % du PIB. Cela se traduira par une poussée de l'inflation ou par une détérioration du solde budgétaire, selon l'ampleur des subventions.

Pour beaucoup de pays importateurs de pétrole, les troubles politiques devraient nuire au tourisme et à l'investissement. Si l'on y ajoute l'augmentation des coûts de financement et les pressions en faveur d'une hausse des dépenses dans l'ensemble de la région, les soldes budgétaires devraient subir des pressions plus fortes.

Les risques qui pèsent sur la stabilité macroéconomique et financière — s'ils ne sont pas corrigés rapidement — pourraient compromettre l'adoption d'un nouveau modèle de croissance solidaire et freiner la création d'emplois. Aussi les gouvernements disposant d'une faible marge de manœuvre budgétaire devront-ils envisager de compenser partiellement le surcroît de dépenses prioritaires par des coupes dans d'autres domaines.

À moyen terme, les politiques destinées à atténuer les tensions sociales ne sauraient être indéfiniment financées par des déficits, et il faudra donc adopter des mesures pour accroître les recettes, remplacer les subventions par une protection sociale bien ciblée, et réduire les dépenses publiques.

Dans l'ensemble de la région, l'équilibre à faible croissance de ces dernières années n'a pas permis de créer suffisamment d'emplois pour la population active grandissante de la région,

où le chômage des jeunes dépassent largement 20 % dans plusieurs pays (voir graphique 2). «En outre, note le rapport, il existe un sentiment généralisé que le climat des affaires souffre de conditions de concurrence déloyales et profite indûment à une minorité de privilégiés».

Des objectifs communs

Chaque pays devra tracer sa propre démarche pour promouvoir le développement, mais tous devront viser certains objectifs communs :

- un environnement macroéconomique stable générateur de confiance et d'investissement;
- des emplois en nombre suffisant dans le secteur privé pour absorber les chômeurs actuels et une population active en forte croissance;
- des débouchés économiques permettant à la population de réaliser son potentiel;
- une protection sociale pour les couches les plus vulnérables; et
- des institutions solides et transparentes garantes de la responsabilisation et de la bonne gouvernance.

«Il ne suffit pas que la croissance soit forte et durable, il faut aussi qu'elle crée des emplois, soit plus solidaire et permette de mieux répartir les bienfaits du développement», indique le rapport du FMI.

Le rapport signale aussi les nombreux atouts dont dispose la région : une population jeune et dynamique, d'énormes ressources naturelles, un vaste marché régional, une position géographique privilégiée et un accès aux principaux marchés. «Les mois à venir seront certes délicats et les revers seront inévitables, mais il existe désormais une dynamique de changement qu'il faut mettre à profit», a déclaré M. Ahmed en guise de conclusion.